

LE MESSENGER SYNDICAL **Janvier 2004 n°25**
Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie

BIÉLORUSSIE

LE GOUVERNEMENT BIÉLORUSSE S'ATTAQUE AUX SYNDICATS INDÉPENDANTS

Mise au pas du Syndicat des travailleurs de la construction automobile et de machines agricoles

Le 25 décembre 2003, le **Syndicat des travailleurs de la construction automobile et de machines agricoles (ASMB)** a tenu un congrès extraordinaire qui, par 227 voix contre 180, a démis Alexandre Boukhvostov de ses fonctions de président du syndicat, qu'il présidait depuis sa fondation en 1990. Sous sa direction, le syndicat était devenu l'une des principales forces d'opposition au régime autoritaire du Président Alexandre Loukachenko.

La Biélorussie est le seul état issu de l'ex-Union Soviétique à avoir refusé la "thérapie de choc". Les privatisations ont été limitées et le pays a connu un déclin industriel bien moindre que les pays voisins. Une autre conséquence de ce refus du "consensus de Washington" est que le gouvernement assure toujours une responsabilité plus ou moins directe dans le fonctionnement des entreprises. Il demeure le principal employeur et l'interlocuteur des syndicats lors des négociations. De ce fait, luttes économiques et luttes politiques sont pratiquement indissociables.

La direction de l'**ASMB**, qui en 1998 comptait 145 000 membres travaillant dans 103 entreprises, a adopté dès sa fondation une position indépendante et offensive à l'égard du gouvernement. Au départ, cette orientation s'est traduite par le refus du "partenariat social" (qui, dans la continuité avec la période soviétique, signifiait la subordination du syndicat à l'administration de l'entreprise) et l'exclusion du syndicat des représentants de l'administration. Toutefois, en raison de son engagement dans la lutte contre le gouvernement et sous la pression de certains dirigeants locaux, la direction nationale de l'**ASMB** a relégué cette bataille au second plan. Dans les faits, seul un petit nombre de sections locales du syndicat – celles dont les dirigeants avaient été renouvelés suite à la grève de grande ampleur d'avril 1991 contre l'augmentation des prix décrétée par le gouvernement soviétique – étaient devenues effectivement indépendantes de l'administration.

Loukachenko a été élu président de Biélorussie en 1994 sur la base d'un programme de lutte contre la corruption. En 1996, il a organisé un référendum qui a amendé la Constitution de façon à donner au Président des pouvoirs quasi absolus, réduisant le Parlement (où Boukhvostov était député du Parti du travail, un parti émanant du mouvement syndical) à des fonctions essentiellement symboliques. Par ailleurs, une des premières mesures adoptées par Loukachenko après son élection a été un décret créant, dans toutes les grandes entreprises, le poste de sous-directeur à l'information – en fait, un poste de propagande en faveur du pouvoir et de police politique. Les manifestations organisées par les syndicats n'étaient pas interdites mais elles ne pouvaient se tenir que loin du centre des villes, et de fortes pressions étaient exercées sur les directeurs des entreprises pour que leurs employés n'y participent pas. Les grèves restaient légales mais la procédure était désormais très longue et fort coûteuse, ce qui revenait à les interdire pratiquement. Toutefois, des grèves sauvages, organisées clandestinement, ont continué à avoir lieu, sans faire l'objet de véritables sanctions. Et les tribunaux, lorsqu'ils examinaient des plaintes individuelles de travailleurs, faisaient preuve d'une certaine impartialité.

C'est à partir de ce moment que Boukhvostov s'est engagé dans l'opposition au pouvoir de Loukachenko. L'**ASMB** et le **Syndicat des travailleurs de l'industrie radio et électronique (REP)** étaient les principales forces de cette opposition. Dans la mesure où ils étaient les deux syndicats les plus puissants, ils ont obtenu que la **Fédération des syndicats biélorusses (BFTU)** adopte une position plus offensive contre le gouvernement. En 2000, la **BFTU** désignait son président, V. Gontcharik, comme le candidat unique de l'opposition démocratique aux élections présidentielles qui devaient se tenir la même année.

Au lendemain des élections, que Loukachenko, qui contrôlait les media radio et télévision, a effectivement remportées, le gouvernement a interdit le prélèvement automatique des cotisations syndicales et a coupé court à toutes négociations avec la **BFTU**. Cela a suscité une réaction de panique de la part des membres les plus conservateurs de la Fédération : cédant aux pressions du gouvernement, ceux-ci décidèrent de remplacer Gontcharik par L. Kozik, jusque-là l'un des principaux responsables de l'administration présidentielle de Loukachenko. Suite à des plaintes déposées par l'**ASM**, le **REP** et la **BFTU**, l'Organisation Internationale du Travail a condamné le gouvernement biélorusse pour violation des droits des travailleurs, malgré tous les efforts déployés par Kozik pour éviter une telle condamnation. Ce dernier est également intervenu au III^e congrès de l'**ASMB** en 2000 pour obtenir que Boukhvostov soit démis de ses fonctions de président du syndicat. Cette intervention a échoué, tout comme celle qui visait à écarter V. Lozovskii de son poste de président du syndicat de l'usine de roulements à billes de Minsk – ce syndicat est l'un des syndicats indépendants les plus combatifs de tout le pays.

En 2002, sous la pression des directeurs, eux-mêmes soumis aux pressions du gouvernement, trois sections syndicales sont sorties de l'**ASMB** ; en 2003, d'autres sections ont fait de même. Un phénomène comparable de désaffiliation a eu lieu au sein du **REP**. En mai 2003, ces syndicats-maison ont formé une nouvelle organisation à l'échelle nationale, le **Syndicat de l'industrie**, que la **BFTU** a accepté dans ses rangs. Mais cela ne suffisait pas à Kozik : il n'était pas question pour lui de laisser l'**ASMB**, même affaiblie, continuer avec Boukhvostov à la direction. Toujours sous la pression des directeurs de leurs entreprises, les présidents des sections d'entreprise de l'**ASMB**, majoritaires au sein du Conseil exécutif, se sont réunis en octobre derrière le dos de Boukhvostov et ont proposé au Conseil national du syndicat (le "parlement" du syndicat) de convoquer un congrès extraordinaire avec un seul point à l'ordre du jour : l'éviction de Boukhvostov de son poste de président du syndicat. Lors de cette réunion, seul Lozovskii (de l'usine de roulements à billes de Minsk) s'est prononcé contre ce congrès extraordinaire, dont la date fut fixée au 25 décembre. Le 23 octobre, le Conseil national de la **BFTU** décidait de démettre Boukhvostov de ses responsabilités au sein de la direction de la Fédération.

Lors des élections des délégués au congrès extraordinaire de l'**ASMB**, les directeurs des entreprises ont tout fait pour que des personnes "sûres" soient élues délégués. Comprenant ce qui était en train de se jouer, Boukhvostov et une petite douzaine de ses partisans ont organisé une manifestation dans le centre de Minsk, bien que les autorités en aient interdit la tenue. Arrêté lors de cette manifestation, Boukhvostov a été condamné à une peine de 10 jours de prison. Cette condamnation a suscité une vague de protestations à l'échelle internationale (rappelons que Boukhvostov est membre du Bureau exécutif de la **Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie**) ; par contre, son propre syndicat n'a pas réagi.

Lors du congrès extraordinaire du 25 décembre dernier, Boukhvostov n'a pu prendre la parole que grâce à la présence de représentants d'organisations internationales et de syndicats étrangers. En dehors des accusations selon lesquelles il négligeait le travail syndical pour faire de la politique, Boukhvostov s'est vu reprocher son autoritarisme. La déclaration adoptée au congrès affirme : "Nous soutenons l'orientation de la **Fédération des syndicats biélorusses**, visant à développer et renforcer le partenariat social". Dans un tel contexte "partenariat social" ne signifie rien d'autre que la subordination des syndicats au gouvernement et à l'administration des entreprises.

Malgré tous les efforts déployés pour envoyer des délégués "sûrs" au congrès, malgré la présence à ce même congrès de représentants du gouvernement et de hauts responsables de l'administration des entreprises qui surveillaient la façon dont les délégués votaient (le vote avait été organisé à main levée...), l'éviction de Boukhvostov n'a été obtenue qu'à une courte majorité : 227 voix pour, 180 contre. Immédiatement après ce vote, plus de quarante délégués ont quitté la salle à la suite de Boukhvostov et ont fondé sur place le **Syndicat indépendant de la construction automobile et de machines agricoles de Biélorussie**.

**EXTRAITS DU COMMUNIQUÉ DU 3 JANVIER 2004 DIFFUSE PAR A. IVANOV,
ancien responsable du département international de l'ASMB**

Le congrès extraordinaire peut être caractérisé de différentes façons, mais une chose en tout cas est sûre : il n'a pas été démocratique. Pour le montrer, il suffit de mentionner le fait qu'à la veille du congrès, les opposants à Boukhvostov ont discuté durant deux heures pour décider qui ouvrirait le congrès. À l'ouverture du congrès, Boukhvostov s'est vu accorder quelques minutes pour saluer les délégués et les invités étrangers. Et c'est Akhramenko, président de la grande entreprise de machines agricoles de Gomel, un des principaux opposants à Boukhvostov, qui a été élu à la présidence du congrès.

Le second point qui fut discuté portait sur le fait de savoir si Boukhvostov serait ou non autorisé à intervenir avant le vote. Après de longues discussions, on lui a accordé 20 minutes. Tout le temps où il parlait, Kozik, qui siégeait à la tribune aux côtés de Akhramenko, n'a pas cessé de regarder nerveusement sa montre. Il avait des ordres très stricts : tout faire pour écarter Boukhvostov, et chacun sait que les dictateurs sont peu enclins à faire preuve de compréhension pour leurs subordonnés, lorsque ceux-ci échouent à exécuter les ordres.

La salle du congrès était bourrée de directeurs et de cadres supérieurs des entreprises, qui avaient pour mission de s'assurer que les délégués feraient le "bon" choix. Dans cette perspective, la question de savoir si le vote se ferait à bulletins secrets ou à main levée était crucial. 192 délégués se sont prononcés pour un vote à main levée. Les statuts du syndicat prévoient que lors des congrès les décisions doivent être prises à la majorité simple (50% des votants plus une voix), ce qui n'était pas le cas de ce vote. Mais Akhramenko a choisi d'ignorer les statuts et a déclaré le vote recevable, arguant du fait que "ce vote ne portait pas sur un point de procédure", alors même que les statuts ne font pas une telle distinction. Cette violation des statuts lors du congrès est venue couronner toutes celles qui ont eu lieu lors des élections des délégués dans les entreprises. Même une fois élus, certains délégués ont été soumis à des pressions très fortes, accompagnées de menaces de licenciements – et de fait certains délégués jugés non dociles ont été licenciés : c'est ainsi que des travailleurs hautement qualifiés se sont retrouvés jetés à la rue.

*Les représentants de l'OIT, de la **Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie**, de la centrale hollandaise **FNV**, du syndicat suédois **Svenska Metal** et de **IG Metall** (Allemagne) étaient présents à ce congrès et ont été les témoins de l'étranglement d'un des derniers syndicats indépendants puissants de Biélorussie. Avant de quitter la salle du congrès, Boukhvostov a proposé à ceux qui l'avaient soutenu de créer un nouveau syndicat. Le congrès de fondation de ce nouveau syndicat a eu lieu sur place, à l'entrée de la salle. Le nouveau syndicat s'est défini comme le successeur du **Syndicat de la construction automobile et de machines agricoles de Biélorussie**, ajoutant simplement le terme "**indépendant**".*

À ce jour, il est difficile de dire combien de travailleurs ont choisi de rejoindre le nouveau syndicat. Bien qu'il soit peu probable que le ministère de la Justice accepte d'enregistrer le nouveau syndicat, les responsables du syndicat préparent tous les documents nécessaires en vue de la demande d'enregistrement. En cas de refus, le syndicat fonctionnera dans une semi-légalité. En tous cas, il est décidé à poursuivre son action.

*Jusqu'à nouvel ordre, l'adresse de contact du nouveau syndicat est <**acmbel12alex@yahoo.com**>. Très prochainement, il sera hébergé dans les locaux du **Syndicat des travailleurs de la radio et de l'électronique (REP)**, syndicat affilié à la **Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie**.*

Comment les délégués ont-ils été choisis à l'usine de starters de Borisov (BATE) ?

(Témoignage de **Nikolaï Pokhabov**, monteur et président d'un comité syndical d'atelier de la BATE. Interdit de parole lors du congrès de l'entreprise, N. Pokhabov, qui travaillait à la BATE depuis 20 ans, a été licencié une semaine plus tard).

La conférence en vue d'élire les délégués au congrès de l'**ASMB** s'est tenue à la BATE le 10 décembre. 23 personnes ont été élues. La direction du syndicat avait envoyé son avocat, Elena Eskova. Mais elle n'a pas été autorisée à entrer dans l'usine. La vice-présidente du syndicat, Marya Sidorova, l'a accueillie à la porte et, sur un ton éploré, lui a annoncé que les ordres de la direction étaient stricts : aucune personne extérieure à l'usine ne devait assister à la conférence. La même Sidorova, devant la conférence, a prétendu que l'avocate avait décidé de ne pas venir à la conférence après avoir appris que la désaffiliation de l'**ASMB** n'était pas à l'ordre du jour. Par contre, Kozik, président de la **BFTU**, a assisté à la conférence.

Dans son intervention, S. Buzo, président du syndicat de la BATE, a accusé Boukhvostov de tous les maux, lui reprochant de ne faire que de la politique et de prendre les décisions sans consulter le Comité exécutif du syndicat. Question : si cela est vraiment le cas, pourquoi les membres du Comité exécutif se laissent-ils faire ?

Comme j'étais allé accueillir l'avocate E. Eskova, je n'étais pas présent à l'ouverture de la conférence. Une fois dans la salle, j'ai demandé à pouvoir exposer mon point de vue. Mais Buzo est intervenu pour que ce droit me soit refusé et la salle a couvert ma voix. Ironie du sort, cela s'est passé le 10 décembre, journée internationale des droits de l'homme ! Kozik est intervenu. Il a fait un rapport sur l'activité que la **BFTU** a menée au cours des douze derniers mois pour défendre les droits des travailleurs. En particulier, il a mentionné le fait que la **Fédération** avait envoyé une lettre pour protester contre les amendes infligées aux travailleurs lorsqu'ils paient en retard leur loyer, alors même que ce retard est dû à un retard dans le versement des salaires. Mais il n'a pas expliqué pourquoi la **Fédération** accepte sans réagir que les salaires soient versés en retard et se contente d'envoyer une lettre au lieu d'agir pour mettre fin à une telle situation. Tout comme dans son intervention au congrès de l'**ASMB**, il a insisté sur le fait que seule l'éviction de Boukhvostov et l'élection d'un nouveau Comité exécutif pouvait sauver le syndicat. Ajoutant que si cela ne se produisait pas, lui, Kozik, ferait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme à l'existence de ce syndicat.

Extraits de l'intervention que N. Pokhabov n'a pas pu faire lors de la conférence de l'ASMB de l'entreprise de la BATE

Nous ne vivons pas des temps ordinaires, et ce n'est pas une conférence ordinaire. Nous sommes appelés à élire des délégués à un congrès extraordinaire de l'**ASMB**. Les responsables de notre syndicat nous demandent de les aider à remporter une victoire dans les formes. Cette victoire est formellement dirigée contre le dirigeant national de notre syndicat, Alexandre Boukhvostov. Mais en réalité, ce qu'ils préparent c'est une victoire dirigée contre nous, les travailleurs, qui nous privera du droit de lutter pour une vie meilleure, pour de meilleurs salaires, pour la sécurité sur les lieux de travail, pour le droit à nous appeler des êtres humains.

Ils disent qu'ils veulent écarter Boukhvostov à cause de ses opinions politiques. Mais de façon générale il est difficile de séparer la politique de l'économie. Lénine, déjà, l'avait souligné. Ce n'est pas un hasard si, lors de la conférence des responsables à l'idéologie qui s'est tenue en mars, il a été déclaré que le gouvernement ne pouvait pas tolérer Boukhvostov. Dans notre pays, où les statistiques officielles montrent que la moitié des entreprises sont déficitaires, où le revenu minimal permet à peine de survivre, des syndicats qui critiquent le gouvernement, qui réclament de meilleurs salaires et un changement de politique, de tels syndicats sont insupportables. Pour eux c'est ça "la politique".

Le gouvernement veut des syndicats qui approuvent tous les tournants de sa politique, des syndicats qui distribuent des bons de vacance et des cadeaux aux enfants à Nouvel An, qui organisent des compétitions sportives et accordent 5000 roubles [2,5 \$] pour aller rendre visite à des parents malades et un tout petit peu plus pour leurs funérailles. Il n'attend rien d'autre d'eux. Comme certaines organisations de base, et surtout leurs dirigeants, n'étaient pas d'accord pour se soumettre, on a déclaré

ouverte la chasse à ces syndicalistes. L'offensive a pris toute son ampleur il y a deux ans quand le gouvernement a interdit le prélèvement automatique des cotisations syndicales [*selon cette procédure, les cotisations étaient prélevées sur les salaires et reversées aux syndicats*]. Il pensait qu'une telle mesure suffirait pour que ces syndicats s'écroulent, surtout que les syndicats jaunes, c'est-à-dire les syndicats qui obéissent aux ordres, avaient été autorisés à prélever les cotisations selon l'ancienne procédure. Il a fallu défendre nos syndicats. Certes, le montant des cotisations a chuté, car beaucoup ont quitté le syndicat, mais l'**ASMB** a survécu et a continué le combat. Le rétablissement du prélèvement automatique n'est pas le résultat des efforts qu'aurait déployés Kozik. Simplement, le gouvernement a compris que si la situation se prolongeait, dans deux ans il se retrouverait face à de véritables syndicats, regroupant des travailleurs actifs, avec qui l'administration, et, plus grave encore, les dirigeants des syndicats devraient compter.

Il faut avoir à l'esprit le fait que 35% de nos cotisations servent à payer les permanents du syndicat. Dans notre entreprise, ils sont quatre. Si je m'intéresse à « l'argent qui se trouve dans la poche des autres », c'est uniquement parce que c'est **notre** argent. Il n'est pas question pour moi de contester les salaires qu'ils reçoivent, mais j'ai le droit de m'interroger sur les résultats de leur activité. Sans vouloir offenser le président de notre syndicat, je pose la question : que fait-il pour que notre syndicat relève la tête ? Que fait-il lorsqu'un travailleur ou une travailleuse lui demande son soutien pour défendre ses droits ? La perception que les travailleurs ont de leur syndicat dépend largement de l'attitude de son dirigeant. Contrairement au président de notre syndicat, le directeur circule constamment dans les ateliers. Il parle avec les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs, et il en reçoit toutes sortes d'informations concernant la situation dans l'usine. Les membres de l'administration sont formés, actifs et exigeants. Souvent, leurs exigences constituent des agressions contre les ouvriers ou les techniciens. Au lieu du partenariat social, on assiste à un monologue de la direction qu'elle tient en position de force, car elle ne reconnaît pas les compromis et agit en fonction du principe qui veut que celui qui a le plus de droits a toujours raison.

Le comité syndical de l'usine et son dirigeant n'ont pas été capables de faire changer les rapports de force. Ce sont de simples figurants qui observent l'usine en se tenant sur la touche. Personne n'a le moindre souvenir d'un numéro du bulletin syndical qui ait publié des textes intéressants concernant les affaires du syndicat, ses succès et ses échecs. Quand, pour la dernière fois, a-t-on pu lire une analyse de l'état de notre syndicat ou des propositions concrètes pour résoudre tel ou tel problème ? Pourtant, ce ne sont pas les problèmes qui manquent : bas salaires, manque de vêtements de travail et d'outils permettant de travailler en sécurité, mauvaise qualité des repas servis à la cantine. Un des problèmes les plus graves est la pollution intolérable de l'air dans l'usine et le froid qui règne l'hiver dans beaucoup d'ateliers. L'année passée, les mesures concernant l'hygiène et la sécurité prévues par la convention collective n'ont été appliquées qu'à 50%. Je dois reconnaître que la direction a pris des mesures pour améliorer la température dans les ateliers. Et nos vestiaires ont été refaits à neuf. C'est là un résultat. Mais il n'est pas dû à l'action syndicale. Sergueï Pavlovitch (Buzo) vient rarement dans les ateliers. Il n'est informé de ce qui se passe que de seconde main et n'est pas en mesure de résoudre les problèmes qui surgissent. Des grèves sauvages à répétition ont lieu à la fonderie, et les bas salaires dans les ateliers 3 et 4 sont un problème récurrent. Malheureusement c'est toujours le directeur qui traite les problèmes. Le comité syndical reste invisible et joue les abonnés absents.

Comment peut-on parler de l'autorité de notre dirigeant quand nombre de travailleurs ne l'ont jamais vu ? Il n'y a pratiquement aucune formation syndicale et le comité ne discute que des problèmes de logement. Il y a deux ans, Buzo a manœuvré pour que notre syndicat se désaffilie de l'**ASMB** et a cherché à créer un syndicat maison. Certains membres du comité syndical ont fait en sorte que cette trahison – je ne vois pas d'autre terme – échoue. Mais les leçons n'ont pas été tirées. Boukhvostov est venu à l'usine, il a rencontré le directeur et l'affaire a été réglée. Mais, pour des raisons que j'ignore, il n'a pas rencontré les membres du comité syndical et n'a pas dit ce qu'il pensait de Buzo et de ses intrigues. Il y a un an, N. Cherstnev et moi-même, qui sommes membres du Comité national de l'**ASMB**, n'avons pas été autorisés à participer à une réunion de cette instance du syndicat. La direction connaissait nos positions (à l'époque déjà le Comité national devait discuter de la destitution de Boukhvostov) et avait reçu des instructions pour nous empêcher d'y participer. Je suis passé outre l'interdiction qui nous était faite de quitter notre poste de travail. Par contre, Cherstnev a

fait l'objet d'une surveillance permanente et sa présence à son poste était vérifiée toutes les heures. Ce jour-là, il était très nerveux et déprimé. Et le soir même il décédait. Tel est le prix que cet homme a payé pour son courage civique et ses positions militantes.

Les conférences syndicales [en vue du congrès extraordinaire] se sont déjà tenues dans de nombreuses usines. Et que voyons-nous ? Des dirigeants syndicaux qui se moquent de la question de savoir à quel syndicat national ils appartiennent et qui trahissent, leur seul souci étant de se maintenir le plus longtemps possible bien au chaud dans leur confortable bureau. Pour eux, une seule règle de conduite : ne pas aller contre le vent dominant. Que les travailleurs cessent de croire à la justice et à l'avenir est le dernier de leurs soucis !

Camarades, ne cédez pas devant les arguments et les menaces de ceux qui veulent vous utiliser pour liquider le mouvement syndical indépendant et qui ne pensent qu'à conserver leur place bien au chaud ! Voter contre Boukhvostov, c'est voter contre notre avenir. Encore une fois, j'insiste sur le fait que nous vivons des temps qui ne sont pas faciles. Mais souvenez-vous que les travailleurs se sont souvent retrouvés dans des situations très dures : tôt ou tard la justice triomphera. Si vous voulez être au rendez-vous, vous devez choisir.

SOLIDARITÉ KAZAKHSTAN

Une délégation de dix militants kazakhs a participé au Forum social européen de Paris. À leur retour à Alma Ata, ils ont lancé un appel à la solidarité adressé à toutes les organisations de gauche, aux syndicats et aux organisations de jeunesse. Pour plus d'informations sur le mouvement ouvrier au Kazakhstan, cf. le Messenger syndical 20 (septembre - octobre 2002)

"Cela fait plus d'un an que deux membres du mouvement de travailleurs **Solidarité**, Saken Jounousov et son fils Rustem, sont emprisonnés. Ils ont été condamnés à une peine de trois ans sous un prétexte fallacieux et mineur.

Au départ, ils faisaient l'objet de toute une série d'accusations, relevant de sept articles du Code pénal du Kazakhstan. Lors du procès, la défense a démontré le caractère non fondé de ces accusations, basées sur des falsifications grossières de la part des enquêteurs, et le tribunal a dû abandonner les principales accusations. Mais leur condamnation pour un délit mineur traduit la volonté du régime de tout faire pour les maintenir en prison.

Le Comité exécutif de **Solidarité** considère que Rustem et Saken Jounousov ont été réprimés en raison de leurs activités militantes en défense des travailleurs face à l'arbitraire des patrons et de la bureaucratie locale dans la province du Karaganda. Exaspérées par les actions de résistance et de protestation lancées par les militants de **Solidarité**, les autorités ont décidé d'y mettre fin par tous les moyens.

Aujourd'hui, le pouvoir a lancé une offensive générale contre tous ceux qui refusent de se soumettre à l'arbitraire : répression des militants ouvriers, persécutions contre le mouvement des mères de famille nombreuses dans le Sud du Kazakhstan, condamnation de paysans de Kokshetau en lutte contre les grands propriétaires terriens, pressions sur les travailleurs et les habitants de Glubokoe (Kazakhstan oriental) en conflit avec la transnationale Kazakhmys (Samsung), emprisonnement et tracasseries policières à l'encontre de journalistes connus et de personnalités de l'opposition comme Sergueï Douvanov, Amirzan Kossanov et Yermurat Bapi.

Récemment la Cour Suprême a rejeté le recours déposé par Saken et Rustem Jounousov. Aussi, seule aujourd'hui une campagne internationale de solidarité peut obtenir leur libération. Chaque mois passé dans les camps du Kazakhstan, où les mauvais traitements sont la règle, diminue les chances de revoir un jour nos camarades en bonne santé."

Pour envoyer des télégrammes de protestation au Président de la Cour suprême et au Procureur général du Kazakhstan :

Kairat Mami, Président de la Cour suprême de la République du Kazakhstan, 57 rue Oumarov, ASTANA, Kazakhstan. Tél. (3172) 260 889

Rachid Toleutaevitch Tussupbekov, Procureur général de la République du Kazakhstan, 73 rue Seifullina, ASTANA, Kazakhstan.

Merci d'adresser toute demande d'information complémentaire ainsi qu'une copie de vos lettres à Ainur Kurmanov : ainur1917@email.ru ou ainur1917@yandex.ru.

FÉDÉRATION DE RUSSIE.

Début janvier, Vassili Tchursin, président du syndicat **Zachtchita** ("Défense du travail") de l'entreprise "Belenergomach" à Belgorod, a été licencié. Prenant prétexte d'une réorganisation de la production, la direction de l'usine a mis fin au contrat de V. Tchursin, délégué syndical non détaché de la production, et ceci en violation des points 2 et 5 de l'article 75 du Code du travail.

L'entreprise "Belenergomach" occupe une position clef dans la production d'équipement pour le secteur énergétique. Pourtant, il y a encore quelques années, la dette salariale dans l'usine était considérable. Dans le cadre d'une mobilisation pour protester contre cette situation, face à l'inertie du syndicat existant, les ouvriers ont créé un nouveau syndicat, qui regroupe environ 300 personnes. À la tête de la mobilisation contre la dette salariale, le syndicat **Zachtchita** a obtenu des succès non négligeables : non seulement les salaires en retard ont été versés, mais en plus les salaires ont été multipliés par deux. On imagine facilement les sentiments de la direction à l'égard du syndicat : tout faire pour s'en débarrasser. Rien qu'en 2003, on ne dénombre pas moins d'une dizaine de tentatives de licenciement (heureusement sans résultat) des militants les plus actifs du syndicat.

Fin 2003, la direction de l'entreprise a engagé un processus de fusion avec un des plus puissants holdings russes, "Energomachkorporatsia", qui fabrique des équipements pour le secteur énergétique. Pour la direction, cette fusion offre une nouvelle occasion de se débarrasser des militants les plus combatifs. La loi fait obligation à la direction de l'entreprise de garder tous les travailleurs ayant exprimé le vœu de continuer de travailler dans une entreprise résultant d'une fusion de deux entreprises. Pourtant, ce droit garanti par la loi a été bafoué dans le cas de V. Tchursin, qui a été licencié. Mais V. Tchursin et ses camarades se battent pour sa réintégration. Un recours contre ce licenciement abusif va être déposé devant les tribunaux. Et le syndicat de l'entreprise prépare des actions de protestation contre le licenciement de son président.

L'Union des syndicats Zachtchita appelle à soutenir V. Tchursin dans son combat. Envoyez des télégrammes ou fax de protestation aux adresses suivantes :

Belenergomach (Belgorod) : info@energomach.ru / Fax : (00 7) 0722 26 58 57

Corporation Energomach (Moscou) : corp@energomash.ru / Fax : (00 7) 095 792 39 75

Maire de Belgorod, V.N. Potrjasaev : ROOT@admin.belgorod.su

Merci d'envoyer un double à Oleg Babitch : smmorpwr@mtu-net.ru

Comité de rédaction : David Mandel (Canada), Carine Clément, Denis Paillard (France). Pour toute correspondance : *Messenger Syndical* c/o D. Paillard 2 rue Emile Deutsch de la Meurthe 75014 PARIS. Email : <carine_clement@hotmail.com>